

undefined - jeudi 21 septembre 2017

RÉGION

LOGEMENT

Le Haut-Rhin en pointe pour les APL

CÉLINE BECHLER

Une dizaine de banderoles ont été apposées à Mulhouse (notre photo) et Colmar pour protester contre la politique du logement du gouvernement. Photo L'Alsace/ Darek Szuster

Dans le Haut-Rhin, les annonces du gouvernement en matière de politique du logement créent de vives inquiétudes chez les associations concernées, qui s'unissent dans une campagne d'information sous le slogan « Pas touche aux APL ! ».

Une dizaine de banderoles blanches avec l'inscription « Pas touche aux APL ! » sont apparues ces jours-ci sur les façades d'associations du domaine de la solidarité et de structures d'hébergement social mulhousiennes et colmariennes, afin de rendre visible la réalité du mal-logement.

• « Une des allocations les plus redistributives »

Le début d'une campagne d'information et de sensibilisation lancée par le Collectif des associations unies du Haut-Rhin pour une nouvelle politique publique du logement (lire chiffre ci-dessous), alors que le gouvernement a annoncé hier les grandes lignes de son projet de loi, jugé « brutal ». « Une action unique en France », souligne Pierre Freyburger, représentant de la Fédération des acteurs de la solidarité (Fnars) Alsace. Le Haut-Rhin est le premier département à se lancer dans une action d'une telle ampleur, car les associations ont dépassé la peur de perdre les subventions de l'État pour défendre un modèle social. »

Passée la surprise et la perplexité face à l'absence de ministre du Logement dans le gouvernement Macron, les associations qui œuvrent dans le domaine du logement et de

l'accompagnement social ont accusé le coup de la baisse de 5 € des APL (aides personnelles au logement) au 1^{er} octobre et de 50 € en 2018. « Les APL ne touchent pas que quelques ménages, mais beaucoup de foyers et d'étudiants, ce qui fait supporter l'effort budgétaire aux plus pauvres . C'est une des allocations les plus redistributives et elle n'a pas augmenté depuis dix ans. On n'y touche pas comme ça ! » , s'indigne Odile Fournier, de la fondation Abbé Pierre.

« La politique du logement est une politique globale complexe , poursuit-elle, pour laquelle on fait d'abord un diagnostic, pas des petites mesures de gestionnaire qui nous font craindre que l'objectif est économique, très loin des enjeux des 4 millions de mal logés et des 9 millions de pauvres en France. »

« Sans APL, 36 % du budget passe dans le logement, 40 à 50 % pour une personne au Smic, ce qui est bien au-dessus des critères bancaires. Avec les APL, ça ramène la part à 20 %, donc c'est efficace » , complète Loïc Richard, de l'Union des professionnels du logement accompagné. « Si on suit la logique Macron, les bailleurs diminueront leurs loyers d'autant que sont amputés les APL, mais dans ce cas, il faudrait aussi demander aux banques – qui prêtent aux bailleurs sociaux – de diminuer leurs taux, sinon, c'est le système financier qui va en profiter et les politiques de solidarité qui vont être mises à contribution » , décrypte-t-il.

• « Pourquoi ne pas utiliser les logements vides ? »

À contre-courant du gouvernement, les représentants du collectif haut-rhinois proposent soit d'augmenter le montant des APL, soit d'encadrer les loyers, soit même les deux, comme le revendique l'association Droit au logement (Dal). « Le gouvernement veut ignorer comment les gens vivent et leurs difficultés » , estime Simone Roesch, du Dal 68. « Les citoyens s'inquiètent de perdre leur logement. Les loyers ont augmenté de 60 % en dix ans, mais pas le budget des ménages. Les impayés de loyers et les expulsions locatives augmentent et dans la grande majorité, c'est à cause du coût du logement » , dénonce-t-elle.

Localement, l'hébergement d'urgence est aussi au cœur des préoccupations des militants : « Macron a annoncé qu'à la fin de l'année, il n'y aura plus personne à la rue, en sachant que les crédits destinés à l'hébergement sont au point mort » , prévient Raymond Kohler, délégué départemental de la Fnars. « À Mulhouse, quelque 120 ménages sont concernés. Pourquoi ne pas utiliser les logements vides ? Nous, les associations, sommes prêtes à prendre des appartements en charge pour mettre des personnes dedans et les

accompagner » , propose-t-il.

• « On détruit la solidarité »

Précarisation des locataires, loi SRU vidée de son contenu, suppression des aides à la construction de logements sociaux, le collectif des associations unies redoute « d'autres mesures impactantes » alors que la politique du logement « exige une régulation publique, une loi de programmation et de l'investissement, afin de permettre à tous de se loger et de rééquilibrer l'offre ». À plus long terme, les représentants associatifs craignent également la remise en cause du système de solidarité français : « On fait passer dans l'opinion publique que ce qui permet à certains de nos concitoyens de survivre, c'est de l'assistanat » , glisse Pierre Freyburger. « Quand on s'attaque à des choses aussi fortes que les APL, on détruit la solidarité » , conclut Loïc Richard.

SURFER Pour en savoir plus sur le collectif et ses actions : www.au68.fr

undefined - jeudi 21 septembre 2017